



La résistance des marrons

Richard Price

www.richandsally.net

Le marronnage était une forme de résistance capitale pour les esclaves, qu'elle fut entreprise par des individus seuls, par des petits groupes, ou dans des grandes rébellions de masse. Partout aux Amériques, des communautés marronnes se distinguaient comme des défis héroïques pour l'autorité blanche, comme preuves vivantes de l'existence d'une conscience esclave, qui refusait d'être limitée par la conception ou la manipulation des Blancs.

Les peuples asservis connaissaient bien les sanctions en vigueur contre ceux interceptés en train de fuir. Au cours de la première décennie de la colonisation dans la plupart des territoires esclavagistes de la Caraïbe, les punitions les plus brutales – amputation d'une jambe, castration, suspension par les côtes à un crochet de boucher, rôtissage à petit feu jusqu'à la mort – furent réservées aux Marrons de longue durée, récidivistes et, dans de nombreux cas, ces peines draconiennes furent rapidement inscrites dans la loi.

Le marronnage à grande échelle, où des fugitifs individuels se regroupaient pour former des communautés, frappait directement aux fondements du système de plantation, en présentant des menaces militaires et économiques qui mettaient les colons à l'épreuve. Les communautés marronnes, qu'elles fussent cachées aux abords des plantations ou dans les profondeurs de la forêt, faisaient périodiquement des raids dans les plantations pour prendre des armes à feu, des outils et des femmes esclaves, permettant ainsi la réunification dans la liberté de familles fondées dans l'esclavage.

Pour être viables, les communautés marronnes devaient être inaccessibles, et les villages furent principalement situés dans des zones éloignées et inhospitalières. Au sud des Etats-Unis, les marécages isolés étaient un endroit de prédilection, et les Marrons s'intégrèrent souvent à des communautés amérindiennes. À la Jamaïque, certains des groupes marrons les plus connus habitaient une région accidentée et complexe appelée « Cockpit Country », où ils manquaient d'eau et de bonnes terres, mais où il y avait beaucoup de gorges et de gouffres calcaires. Dans les Guyanes, des jungles d'apparence impénétrable fournissaient un refuge sûr aux marrons.

Les communautés marronnes florissantes apprirent rapidement comment transformer l'hostilité de leur environnement immédiat en avantage, pour les besoins de la dissimulation et de la défense. Les chemins conduisant vers les villages furent soigneusement déguisés et beaucoup de fausses pistes furent créées, pleines de pièges. Dans les Guyanes, pour accéder aux villages situés dans les marécages, il fallait passer

par des voies sous-marines, et d'autres fausses pistes furent piégées avec des pointes aiguisées, quand elles ne conduisaient pas vers des bourbiers ou des sables mouvants mortels. Dans beaucoup de régions, l'on utilisait des pièges à hommes ou encore des pièges à chiens pour protéger les villages.

Partout dans les Caraïbes, les Marrons développèrent des compétences extraordinaires de guérilla. À la stupéfaction de leurs ennemis coloniaux, qui essayèrent d'appliquer des tactiques rigides et traditionnelles apprises sur les champs de batailles ouverts européens, ces guerriers extrêmement adaptables et mobiles profitaient au maximum des milieux fermés, frappant et se retirant à toute vitesse, utilisant largement des guets-apens pour prendre leurs adversaires dans des tirs croisés, se battant seulement aux moments et aux endroits choisis par eux-mêmes, dépendant de réseaux fiables d'intelligence parmi des non-Marrons (esclaves et colons blancs) et communiquant souvent au moyen de tambours et de cors.

Souvent, les colons assiégés furent obligés d'engager des poursuites à l'encontre de leurs anciens esclaves, pour retrouver la paix. Au Brésil, en Colombie, à Cuba, en Équateur, sur l'île d'Hispaniola, à la Jamaïque, au Mexique, au Panama, au Pérou, au Suriname et au Venezuela, par exemple, les blancs offrirent à contrecœur des accords aux communautés marronnes, leur garantissant la liberté, leur reconnaissant l'intégrité territoriale et en prenant des dispositions pour que leurs besoins économiques fussent satisfaits. En contrepartie, les Marrons acceptèrent de mettre fin à leurs attaques contre les plantations et de rendre les nouveaux fugitifs. De nombreux groupes de Marrons furent évidemment anéantis par des confrontations armées et, même lorsque des accords furent proposés, ils étaient souvent rejetés ou rapidement violés. Néanmoins, de nouvelles communautés semblaient apparaître aussi vite que les autres étaient détruites, et elles demeuraient, d'un point de vue colonial, le « fléau chronique » et la « gangrène » de beaucoup de sociétés d'habitations, jusqu'à l'Abolition finale.

Un grand nombre d'accords garantissant la liberté aux Marrons comprenaient une condition spécifiant qu'ils devaient rendre tous les nouveaux fugitifs qui essayaient de les rejoindre après la signature de l'accord (ou, dans certains cas, dont celui de la Jamaïque, qu'ils devaient aider les colons à capturer et à remettre en esclavage, tout nouveau fugitif). Toutefois, une étude approfondie des situations suivant l'accord démontre que, très souvent, les Marrons continuaient à résister à l'ordre colonial en accueillant (et, parfois même, en libérant) des nouveaux, en les intégrant dans les communautés naissantes et en dissimulant leur présence. Les Marrons Saamaka du Suriname sont le meilleur exemple documenté de cette intégration de nouveaux fuyards et de leur dissimulation efficace aux yeux des colons. Pendant les cinquante ans qui ont suivi leur accord avec les blancs, datant du milieu du 18^e siècle, la question de nouveaux Marrons – s'il y en avait, où ils étaient, quel nombre les Saamaka cachaient et comment obliger ces derniers à les rendre – était une source constante de tension. Finalement, les Saamaka rendirent seulement une poignée des plusieurs centaines de nouveaux Marrons qu'ils accueillirent parmi eux, et il s'agissait là encore de personnes qu'ils jugeaient indésirables : des criminels ou des sorcières selon eux.

Une grande partie des recherches modernes sur les Marrons met l'accent sur l'historiographie et la conscience historique – comment les Marrons eux-mêmes conceptualisèrent et transmirent les connaissances sur leurs premières années de résistance – en privilégiant les voix propres des historiens marrons. Les premier temps

présente des récits historiques oraux, faits par des membres de la communauté Saamaka sur les premières années de leur société, il y a trois cents ans, sur leurs révoltes contre l'esclavage et leurs batailles contre les colons (Price, 1994 [orig. 1983]). L'ouvrage *Alabi's World* complète les récits Saamaka avec des documents d'archives écrites par des missionnaires allemands et des administrateurs néerlandais, qui vivaient dans les villages Saamaka dans la période immédiatement suivant la signature en 1762 des accords de paix avec les colons, juxtaposant ainsi de façon directe des témoignages complexes, écrits et oraux, sur ces mêmes événements (Price, 1990). L'œuvre *True-Born Maroons* combine des documents oraux et d'archives, en portant une attention particulière à la perspective des Marrons eux-mêmes à la Jamaïque, et en mettant à jour un nombre remarquable de pratiques africaines et de premières créolisations dans le Nouveau Monde – en matière de langue, de pratiques religieuses et de nombreux autres domaines – qui servirent pendant les guerres contre les colons (Bilby, 2005). Une histoire récemment publiée, en néerlandais, sur le premier siècle de résistances des Marrons Ndyuka, présente des chapitres basés, de façon alternée, sur des documents oraux et d'archives, créant ainsi un riche tableau historique de la politique et de la vie sociale au sein de cette société marronne du Suriname (Thoden van Velzen and Hoogbergen, 2011).

Depuis le début du 21^e siècle, les Marrons prennent le devant de la scène dans leur lutte pour un territoire et pour la souveraineté au sein d'États-nations, en continuant le type de résistance qu'ils montraient pendant la période coloniale. Le Brésil et le Suriname fournissent des belles exemples. Suite à la promulgation de la nouvelle constitution brésilienne en 1988 (et de réformes ultérieures), les descendants des quilombos historiques (qui signifiait « communautés marronnes » à l'origine) avaient, sous certaines conditions, le droit de revendiquer la propriété collective des terres sur lesquelles vivaient leurs ancêtres. Au cours des batailles juridiques qui s'ensuivirent, la définition de quilombo a été élargie pour inclure presque toute communauté noire brésilienne sans terre – rurale ou urbaine – dont les membres puissent revendiquer une histoire de résistance au pouvoir de l'État – et non seulement les descendants des Marrons. Actuellement, beaucoup de jeunes anthropologues brésiliens sont formés explicitement pour aider de telles communautés, descendantes des quilombos, dans leur quête pour devenir propriétaires terriens et à jouir de leurs droits. Un grand nombre de communautés ont déjà obtenu des titres de propriété collectifs pour leurs terres.

Dans les années 1990, au Suriname, les Marrons Saamaka, une communauté de 55 000 personnes, ont trouvé que les terres habitées par leurs ancêtres depuis la fin du 17^e siècle avaient été envahies par des bûcherons chinois et par des sociétés multinationales minières et d'extraction, qui avaient reçu des permis d'exploitation du gouvernement national. La constitution postcoloniale du Suriname accorde la propriété de la forêt – qui est habitée par certains peuples indigènes et par six communautés marronnes – à l'État, qui, à cette époque, avait commencé à distribuer des concessions minières et forestières à des multinationales étrangères. En s'organisant et en se procurant une aide juridique, le peuple Saamaka a mené une bataille juridique de dix ans contre la République du Suriname. Cette lutte s'est terminée par un jugement historique, rendu en 2007 par la Cour interaméricaine des droits de l'homme (le procès du Peuple Saramaka v Suriname), obligeant la nation à modifier ses lois et à accorder au peuple Saamaka un titre de propriété collectif pour leur territoire traditionnel, ainsi que la

souveraineté allant avec – un jugement qui fait jurisprudence pour tous les peuples indigènes et les Marrons, partout aux Amériques.

Références :

Bilby, Kenneth M ; *True-Born Maroons* ; Gainesville : University Press of Florida, 2005

Price, Richard ; *Les premiers temps: la conception de l'histoire des Marrons saramaka* ; Paris: Éditions du Seuil, 1996 .

Price, Richard ; *Alabi's World* ; Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1990

Price, Richard ; *Peuple Saramaka contre état du Suriname : combat pour la forêt et les droits de l'homme*. Paris: IRD/Karthala, 2012

Price, Richard (ed.) ; *Maroon Societies: Rebel Slave Communities in the Americas* ; Third edition ; Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1996

Thoden van Velzen, H. U. E., and Wim Hoogbergen ; *Een zwarte vrijstaat in Suriname: De Okaanse samenleving in de achttiende eeuw* ; Leiden: KITLV Press, 2011

Pour citer l'article:

Price, R. (2013). "La résistance des marrons" in Cruse & Rhiney (Eds.), Caribbean Atlas, <http://www.caribbean-atlas.com/fr/thematiques/vagues-de-colonisation-et-de-contrôle-de-la-caraïbe/resistances/la-resistance-des-marrons.html>.

Contact:

CEREGMIA
Campus de Schœlcher
97275 Schoelcher

Email: contact@caribbean-atlas.com
